

A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité sur la situation en République centrafricaine, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, s'est félicité vendredi des nombreux progrès réalisés au cours des deux dernières années par le pays en matière de paix et de réconciliation nationale.

«La République centrafricaine a passé un cap crucial avec la tenue, avec succès, d'élections libres et justes », a salué M. Ladsous. «L'investiture du Président Touadéra et la promulgation de la nouvelle constitution marquent la fin de la transition et ouvrent une nouvelle phase pour le pays », a-t-il ajouté. Le Secrétaire général adjoint a en effet rappelé aux 15 membres que, le 30 mars dernier, Faustin Archange Touadéra a été investi en tant que Président de la République centrafricaine. Le lendemain, les électeurs centrafricains se sont rendus aux urnes pour le second tour des élections législatives, dont les résultats définitifs ont été annoncés le 5 avril 2016, a-t-il ajouté, précisant que le Conseil national de transition et la Cour constitutionnelle de transition resteront en place jusqu'à la finalisation du processus législatif.

Parallèlement, a poursuivi M. Ladsous, suite à la nomination du Premier ministre Simplicie Saranji, le 3 avril dernier, le nouveau Président a promulgué le 11 avril un décret sur la formation de son gouvernement. Le Secrétaire général adjoint a noté que ce dernier, qui ne compte aucun représentant de groupes armés, se compose notamment de quatre femmes et de quatre membres de la communauté musulmane. « Le nouveau gouvernement devra réaliser des progrès tangibles pour tous les centrafricains ; les attentes envers ce même gouvernement seront élevées pour le rétablissement d'une paix et d'une sécurité durables ainsi que pour l'amélioration des conditions de vie des gens », a déclaré M. Ladsous.

Le Secrétaire général adjoint est par ailleurs revenu sur sa récente visite dans le pays, au cours de laquelle il s'est notamment entretenu avec M. Touadéra. A cette occasion, a-t-il dit, le nouveau Président a précisé que ces principales priorités étaient de rétablir la sécurité et de poursuivre la réconciliation, le développement économique et social et la bonne gouvernance, en étroite collaboration avec les partenaires internationaux du pays.

Lors d'une visite des communautés musulmanes et chrétiennes du quartier de Boeing, dans la capitale Bangui, M. Ladsous a par ailleurs noté les progrès accomplis en faveur de la « guérison nationale », grâce notamment au soutien de la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA). « Les progrès accomplis au cours de ces deux dernières années sont significatifs, et bien que les défis restent considérables, ils permettent de nourrir des espoirs raisonnables », a ainsi estimé le Secrétaire général adjoint, appelant le nouveau gouvernement à capitaliser sur l'élan positif créé par les élections en entreprenant les réformes nécessaires en matière de sécurité, de défense, de justice, mais aussi sur le plan économique, avec le soutien de la MINUSCA.

Etant donné le nouvel élan politique en République centrafricaine, M. Ladsous a par ailleurs annoncé que le Secrétaire générale de l'ONU, Ban Ki moon, a recommandé une reconduction technique du mandat de la MINUSCA, censé expirer le 30 avril prochain, afin de lui donner le temps de consulter les nouvelles autorités du pays avant de faire des recommandations au Conseil de sécurité sur le mandat de la Mission. « Malheureusement, ces développements positifs dans le pays ont de nouveau été éclipsés par des allégations d'inconduite sexuelle, ainsi que d'exploitation et d'abus sexuels par la MINUSCA et les forces internationales », a par ailleurs déploré le Secrétaire général adjoint, se déclarant profondément troublé par ces allégations persistantes, dont certaines, a-t-il dit, sont extrêmement choquantes. « Pour faire face à ce fléau, la MINUSCA a, comme vous le savez, mis en oeuvre une approche transparente et centrée sur les victimes », a déclaré M. Ladsous, précisant que des enquêtes rapides et des peines sévères pour les auteurs ont été demandées. En outre, a-t-il ajouté, la Coordinatrice spéciale du Secrétaire général pour l'amélioration de la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, Jane Holl Lute, s'est rendue la semaine dernière dans le pays pour apporter son soutien à la MINUSCA. « Nous soutenons fermement les victimes qui ont fait preuve de courage en se manifestant et continuons à travailler pour faire en sorte qu'elles reçoivent l'assistance et la justice qu'elles méritent », a déclaré le Secrétaire général adjoint, appelant les pays

fournisseur de contingents ou de personnel de police à redoubler d'efforts pour lutter de leur côté contre ce comportement inacceptable.